



Fédération
des travailleurs
et travailleuses
du Québec

FTQ

COMMUNIQUÉ

Réaction de la FTQ au projet de loi n° 40 sur l'abolition des commissions scolaires

Montréal, le 1^{er} octobre 2019. – La Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec rejette le projet de loi n° 40 sur la l'abolition des commissions scolaires tel que présenté par le gouvernement caquiste. *« Pour nous, il s'agit encore une fois d'un brassage inutile de structure qui n'apportera aucune amélioration des services offerts aux élèves. Notre crainte, c'est que cette réforme va au contraire concentrer plus de pouvoirs aux mains du ministre de l'Éducation, sans égard aux spécificités locales ou régionales »,* déclare le président de la FTQ Daniel Boyer.

« Qui plus est, ce projet de loi retire à la population son droit d'élire démocratiquement ses représentants à une instance importante de la société québécoise que sont les commissions scolaires. Les payeurs de taxes scolaires perdent ainsi leur droit de représentation. C'est du jamais vu. C'est un gouvernement de proximité que veut éliminer Québec. Le ministre de l'Éducation doit se ressaisir et refaire ses devoirs », ajoute le président de la FTQ.

« En jouant encore une fois de façon inutile avec les structures, on fragilise le réseau scolaire. Le personnel scolaire est à bout de souffle et on ne voit rien dans ce projet de loi qui va améliorer la réussite scolaire de nos enfants. Par ailleurs, on ne comprend pas la logique du ministre dans toute cette opération. D'un côté, il enlève le droit à la communauté francophone d'élire son représentant scolaire, mais de l'autre, il le maintient pour la communauté anglophone. Ça nous semble fort peu cohérent », conclut le président de la FTQ.

La FTQ, la plus grande centrale syndicale au Québec, représente plus de 600 000 travailleurs et travailleuses.

– 30 –

Source : FTQ

Renseignements : Jean Laverdière, 514893-7809, jlaverdiere@ftq.qc.ca